

Projet de loi de programmation relatif à l'exécution des peines

Assemblée, mercredi 29 février 2012

Monsieur le président,

Monsieur le président de la commission des lois (Jean-Luc WARSMANN),

Monsieur le rapporteur (Jean-Paul GARRAUD),

Mesdames et Messieurs les députés,

Nous arrivons au terme de l'examen du projet de loi de programmation sur l'exécution des peines.

Loin d'être une loi de circonstance comme nous avons pu l'entendre, le projet de loi avait été annoncé par le Président de la République dès le 13 septembre 2011.

La loi de programmation nous permet de poursuivre et d'intensifier l'action engagée depuis un an pour l'exécution des peines, et de garantir ainsi la célérité et l'effectivité de cette exécution. En effet, le Gouvernement s'est fortement mobilisé pour réduire les délais d'exécution des peines, avec le lancement d'un plan national qui fixait des objectifs aux juridictions ayant accumulé le plus de retard.

Ces efforts ont commencé à produire des effets. Le nombre de peines en attente d'exécution a baissé de 15 000 entre la fin de l'année 2010 et le milieu de l'année 2011. Cela s'est traduit par une augmentation du nombre de condamnés détenus et par une augmentation du nombre de condamnés placés sous surveillance électronique. Nous avons également raccourci les délais de mise à exécution : deux tiers des peines d'emprisonnement ferme prononcées sont désormais exécutées, en moyenne, dans les six mois de leur prononcé.

Pour la crédibilité même de notre Justice, il est en effet indispensable que les sanctions que prononcent les magistrats soient exécutées et qu'elles le soient dans des délais raisonnables. Les résultats sont encourageants mais ils faut aller plus loin. C'est tout l'objet du texte. Je voudrais saluer l'apport de votre assemblée, et en particulier l'excellent travail de votre rapporteur et de votre commission, pour renforcer et compléter les grands axes du texte. En mettant en œuvre des moyens adaptés à la réalité des besoins, en nous fixant des objectifs ambitieux, nous permettons que s'accomplisse pleinement l'œuvre de justice, pour la meilleure protection de nos concitoyens mais aussi la réinsertion des condamnés.

*

Augmenter la capacité du parc pénitentiaire à hauteur de 80 000 places à l'horizon 2017, diversifier les établissements (notamment par la création d'établissements courtes peines) comme le prévoit le texte, est une nécessité.

- Nous permettons ainsi que les peines d'emprisonnement en attente puissent être effectivement mises à exécution.

- Nous apportons aussi une réponse au surencombrement de nos prisons, afin de garantir des conditions de détention dignes et de permettre un véritable travail de réinsertion indispensable à la prévention de la récidive. Les condamnés pourront également bénéficier d'un véritable parcours individualisé d'exécution de peine.

Afin de garantir une prise en charge rapide et efficace des condamnés, le texte prévoit le renforcement des services de l'application et de l'exécution des peines, la généralisation des bureaux d'exécution des peines à toutes les audiences et dans chaque juridiction.

De même, les moyens des services pénitentiaires d'insertion et de probation sont renforcés, avec la création de 300 ETPT supplémentaires et le recentrage de leur action sur leur cœur de métier. .

*

Afin de mieux lutter contre la récidive, il est indispensable également de développer de nouveaux outils de suivi des condamnés : .

- le diagnostic à visée criminologique est généralisé et trois nouveaux centres d'évaluation sont créés.

- L'accent est également mis sur les soins en détention.

- Enfin, le texte élargit l'échange d'information entre les services de justice et le médecin, dans le cadre d'une obligation de soins ou d'une injonction de soins, ou encore, entre l'institution judiciaire et les responsables d'établissements scolaires ou les personnes qui accueillent des mineurs placés sous contrôle judiciaire, pour des crimes ou délits violents ou de nature sexuelle.

*

Enfin, le texte améliore la prise en charge des mineurs par la création de 20 nouveaux centres éducatifs fermés. En donnant la primauté à l'éducatif, ces centres offrent une prise en charge renforcée et adaptée pour permettre à ces jeunes de se construire véritablement un avenir. La capacité d'accueil en CEF sera ainsi portée à 721 places, leurs moyens seront en outre renforcés en matière de suivi pédopsychiatrique, comme l'avait proposé votre assemblée.

Enfin, parce que pour les mineurs, plus encore que pour les majeurs, la mesure judiciaire doit être mise à exécution dans un temps proche de la commission des faits, le texte fixe à cinq jours maximum le délai imposé entre la date du jugement et la première convocation du mineur et de ses parents devant le service éducatif.

*

* *

Mesdames, Messieurs,

Le projet de loi de programmation poursuit des objectifs essentiels, nous donnant les moyens, aujourd'hui et pour l'avenir, d'améliorer le taux et les modalités d'exécution des peines. Il apporte des solutions adaptées à la poursuite de deux priorités majeures de la politique pénitentiaire et pénale que le Gouvernement conduit depuis 5 ans : la réinsertion des détenus et la prévention de la récidive.

En votant ce texte vous permettrez de renforcer encore la crédibilité de notre justice en garantissant l'effectivité des peines prononcées..

Je vous remercie.